

Les subsides

Vu toute l'amabilité que je témoigne d'habitude au député du Yukon (M. Nielsen), je ne sais pas pourquoi il m'a mêlé à ce débat. J'avais simplement un entretien particulier avec vous-même, monsieur l'Orateur, pour vous demander quels députés prendraient la parole aujourd'hui, de façon très discrète...

M. Nielsen: Et par pure coïncidence, le photographe était là.

M. Prud'homme: Je parlais tout simplement à votre Honneur de façon très discrète et très douce pour savoir quel serait le prochain député à prendre la parole parce que je prononcerais moi-même un discours aujourd'hui. Je voulais savoir quand j'aurais la parole. C'est une pratique établie depuis longtemps...

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Le député a fait comprendre qu'il n'essayait pas d'utiliser un subterfuge avec la complicité de la présidence et je suis tout à fait prêt à le confirmer. Le député d'Oshawa a la parole.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, je regrette de devoir dire qu'une interruption de ce genre pendant un débat sur cette question indique bien ce que certaines personnes jugent important.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Ce qui est le plus grave dans la situation actuelle, c'est la prolifération et la mise au point d'armes nucléaires. A l'heure actuelle, une dizaine de pays sont capables d'utiliser des armes nucléaires et une demi-douzaine d'autres sont bien près d'en être capables. A eux seuls, les États-Unis et l'Union soviétique disposent de suffisamment d'armes nucléaires pour se détruire réciproquement plusieurs fois. Les hommes politiques sont donc moralement tenus de réfléchir en tout premier lieu aux conséquences d'une guerre nucléaire et d'agir avec réalisme et intelligence pour les prévenir.

• (1520)

Nous ne saurions chercher de meilleur guide que le rapport minoritaire du comité tripartite de la Chambre des communes qui a examiné les questions connexes de la sécurité et du désarmement. Je profite de l'occasion pour féliciter tous les députés libéraux et progressistes conservateurs qui ont fait partie de ce comité. Je tiens à signaler en outre, sachant bien qu'on me comprendra, l'apport très important du député de New Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett), du député de Saskatoon-Est (M. Ogle) et du député de Selkirk-Interlake (M. Sargeant), trois députés qui se réclament de mon parti. Nous devons féliciter tous les députés qui ont fait partie du comité pour le sens moral et pratique dont ils ont fait preuve.

Le rapport minoritaire, bref et précis, donne une description sinistre mais véridique des conséquences d'une guerre nucléaire. En voici un extrait:

Ceux qui ne seraient pas brûlés vifs, déchiétés ou asphyxiés dans les abris se trouveraient abandonnés dans un monde cauchemardesque peuplé d'agonisants, de morts et d'aliénés. La nourriture, les récoltes et la terre seraient contaminées et l'eau serait impropre à la consommation. Les survivants envieraient le sort des morts. En cas d'attaque générale, qui réussirait à survivre aux radiations qui traverseraient les océans et se propageraient dans l'atmosphère épuisant la couche d'ozone et libérant ainsi des rayons ultraviolets mortels? L'écroulement de l'écosystème transformerait la terre en dépotoir.

Ces dernières semaines, un tas de gens ont été profondément bouleversés par une description semblable figurant dans une importante analyse de la course aux armements et de la guerre nucléaire effectuée par M. Jonathan Schell dans le cadre de la série d'articles qu'il a rédigés sur le sujet pour le magazine *The New Yorker*. J'invite instamment les députés de tous les partis à la Chambre à lire cette série d'articles avec beaucoup d'attention.

La course aux armements nucléaires est entrée dans un cercle vicieux. Lorsque l'une des parties accumule de nouvelles armes, elle accroît le sentiment d'insécurité dans l'autre camp. Il en résulte une augmentation de la demande d'armes nucléaires au nom de l'autodéfense. Je déplore amèrement que ce cycle infernal se soit intensifié au cours des dernières années. Il a atteint des proportions alarmantes, et c'est peu dire. Au lieu de baser la paix sur la sécurité, les dépenses d'armement n'ont d'autre effet que d'accroître le sentiment d'insécurité à l'échelle internationale. Il faut briser ce cercle vicieux dès maintenant. C'est pourquoi le rapport minoritaire du comité tombe à point nommé et fait preuve d'une sagesse pratique. Le rapport s'appuie sur une connaissance approfondie de la situation internationale de l'armement et part du principe que le Canada peut et doit mener la lutte dans ce domaine.

Dans ce contexte, il convient en particulier de noter que le Canada était la seule nation qui refusait de se doter d'armes nucléaires, alors qu'elle en avait la capacité. C'était un noble début. Il est temps maintenant de revenir aux principes qui ont régi cette attitude.

Il convient également de noter que le Canada, qui était une puissance moyenne, s'est taillé après la Seconde Guerre mondiale la réputation d'être une nation activiste qui n'a pas hésité à sortir plus d'une fois du statu quo. Il est temps que nous revenions à cette tradition-là aussi. Il est temps que le gouvernement du Canada cesse d'appuyer ceux qui se livrent à cette course criminelle aux armements. Il est temps de sortir de l'ombre et de se prononcer enfin pour le désarmement.

Cela peut et doit s'effectuer en termes pratiques. Le rapport minoritaire sur les armes nucléaires nous montre comment cela est possible. Que recommande-t-il? Il demande que l'on procède à un gel global des essais, de la production et du déploiement des armes nucléaires et de leurs vecteurs. Il s'aligne ainsi sur la position adoptée dans leur résolution par les sénateurs Hatfield et Kennedy aux États-Unis, et qui avait, hier encore, l'appui de près de 200 congressistes et sénateurs américains, dont le nombre grandit chaque jour.

Un tel gel mutuellement accepté de la course aux armes nucléaires, accompagné de mesures d'inspection et de contrôle à l'échelle internationale, est réaliste. Il permettrait premièrement, d'éviter que le développement de la capacité de première frappe ou de riposte connexe n'entre dans une nouvelle phase. Deuxièmement, il ne s'agira pas d'un désarmement unilatéral, car il sera exécutoire pour les deux grandes puissances.

Dans ce contexte, il importe de noter qu'un accord aurait pour conséquence immédiate de mettre un terme à la mise au point du missile de croisière, qui est de toute évidence une arme nucléaire de première frappe. Pour ce qui est de l'équilibre actuel des forces nucléaires, cet arme n'est pas nécessaire. Bien que l'Union soviétique ait nettement l'avantage sur le plan des missiles de moyenne portée, les États-Unis et leurs alliés viennent en tête pour les missiles de longue portée.